

Appel à communication du SA03 - Frontières mouvantes entre les savoirs

Session *ad hoc*

Participation citoyenne et frontières mouvantes entre les savoirs

Cette proposition de session *ad hoc* vise à débattre des effets complexes de la participation citoyenne sur les frontières entre les savoirs. Depuis une quinzaine d'années, il n'a jamais été autant question de participation citoyenne, comme en témoigne la multiplication des comités d'usagers, des consultations publiques et des démarches cliniques inclusives des « patients partenaires » dans le domaine de la santé et des services sociaux. Cette participation, promue par les institutions publiques, peut être lue comme un appel à la prise en compte de savoirs expérientiels détenus par des groupes et jusqu'alors mis de côté. À mesure que certains participants se professionnalisent, leur statut d'« experts d'expérience » entre en tension avec les monopoles décisionnels et les savoirs des intervenants, gestionnaires et chercheurs avec lesquels ils travaillent.

Dans certains cas, la participation citoyenne a pour effet de donner plus de poids à leur parole, habituellement non prise en compte par les milieux institutionnels, et contribue à réduire les inégalités qu'ils vivent dans l'accès à la prise de parole. Dans d'autres cas, il s'agit davantage d'une participation factice des citoyens qui renforce le *statu quo* entre les groupes et les savoirs dont ils sont porteurs. Les débats seront orientés selon les quatre axes suivants.

1. **Réflexions conceptuelles et épistémologiques sur les savoirs en présence**

Une réflexion sur la participation citoyenne ne peut se départir d'une réflexion sur les concepts en jeu. Cet axe vise également à interroger, sous un angle épistémologique, la qualité du savoir des différents acteurs.

2. **Expériences de participation, déplacement des frontières entre les savoirs et inégalités sociales**

Cet axe présentera des initiatives concrètes de participation (dans des domaines aussi variés que les services sociaux et la santé, l'éducation, l'environnement ou encore sur les enjeux entourant les premières nations) ainsi que leurs résultats, notamment en matière d'impact sur les rapports entre les savoirs et sur les inégalités sociales qu'ils reflètent.

3. **Pratiques citoyennes alternatives et critiques des institutions**

Certains groupes peuvent détourner les usages institutionnels prescrits, choisir de ne pas investir les espaces de participation institutionnels et privilégier des espaces de participation alternatifs, produisant ainsi leurs propres critères de légitimité et leurs propres normes.

4. **« Carte blanche » aux propositions subversives**

« Carte blanche » propose des communications relevant de la thématique de la session, mais ne s'inscrivant pas dans l'un ou l'autre des trois axes.

Correspondant : Baptiste GODRIE (baptiste.godrie@umontreal.ca)